

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

**Réalisation d'un audit technique patrimonial et constitution
d'un plan GER (Gros Entretien Renouvellement) pour deux
bâtiments de l'Université de Lorraine**

Marché n°2026DPIGEM910PI

RC

Date et heure limites de réception des offres :

Mardi 10 Mars 2026 à 12h30

UNIVERSITÉ DE LORRAINE

34 Cours Léopold
CS 25233
54052 NANCY CEDEX

IMPORTANT : En application des dispositions de l'article R2132-7 du code de la commande publique, les documents requis des candidats (documents relatifs à la candidature et les documents relatifs à l'offre) sont transmis uniquement par voie électronique et les différents échanges et communications en cours de procédure interviennent également par voie électronique.

SOMMAIRE

1 - OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION	3
1.1 - Objet	3
1.2 - Mode de passation	3
1.3 - Type de contrat	3
1.4 - Décomposition de la consultation	3
2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION	3
2.1 - Délai de validité des offres	3
2.2 - Forme juridique du groupement	3
2.3 - Variantes	4
2.4 Négociation	4
3 - CONDITIONS RELATIVES AU CONTRAT	4
3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution	4
3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement	4
4 - CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	4
5 - PRESENTATION DES CANDIDATURES	4
6 - PRÉSENTATION DES OFFRES	5
7 - CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS	6
8 - EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	6
8.1 - Sélection des candidatures	6
8.2 - Attribution des marchés	6
8.3 - Suite à donner à la consultation	6
ARTICLE 12. PROCEDURE DE RECOURS	7
ARTICLE 13. CLAUSES COMPLEMENTAIRES	7
ARTICLE 14. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES	7

1 - OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

1.1 - Objet

Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation de prestations d'**Assistance à la Maîtrise d'Ouvrage (AMO)** portant sur un **audit technique patrimonial** et sur **l'élaboration d'un plan directeur de Gros Entretien et de Renouvellement (GER)** à l'horizon de 20 ans.

Les prestations concernent les deux bâtiments suivants :

- **Bâtiment Simone Veil**, situé sur le **campus du Saulcy à Metz** ;
- **Bâtiment ARTEM 3**, situé sur le **campus ARTEM à Nancy**.

La mission se décompose en deux volets distincts et complémentaires :

- **Volet A – Audit technique patrimonial**
Réalisation d'un audit technique patrimonial des bâtiments Simone Veil et ARTEM 3, consistant en l'évaluation de l'état de conservation des composants bâtimentaires et des équipements, au regard de leur durée de vie théorique.
- **Volet B – Plan directeur de Gros Entretien et de Renouvellement (GER)**
Élaboration d'un plan directeur de Gros Entretien et de Renouvellement sur un horizon de 20 ans, structuré par familles de composants (ouvrages et équipements), comprenant une programmation technique et financière fondée sur les constats issus de l'audit de l'existant réalisé dans le cadre du volet A.

Lieu d'exécution des prestations : Région Grand Est – Lorraine.

Pouvoir adjudicateur :

Université de Lorraine

34, cours Léopold – 54000 Nancy

La conduite de projet est assurée par la direction du patrimoine immobilier située Site de l'ENSIC – 1 rue Grandville – 54000 Nancy

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est la procédure adaptée ouverte, conformément aux dispositions des articles R.2123-1 à R.2123-7 du Code de la commande publique.

1.3 - Type de contrat

Le présent contrat issu de la consultation est un marché à procédure adaptée (MAPA) qui prend la forme d'un marché ordinaire

1.4 - Décomposition de la consultation

La consultation n'est pas allotie car son objet ne permet pas l'identification de prestations distinctes. En effet, la dévolution en lots séparés serait de nature à rendre techniquement plus difficile l'exécution des prestations prévues dans l'accord-cadre. L'expertise du titulaire est attendue à l'échelle de l'Université pour assurer un pilotage complet de la mission confiée.

2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 3 mois à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

2.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

2.4 Négociation

Conformément aux dispositions des articles R.2123-1 à R.2123-7 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur **se réserve la possibilité d'engager une négociation** avec l'ensemble des soumissionnaires.

Le pouvoir adjudicateur se réserve également la faculté de ne pas négocier et d'attribuer le marché sur la base des offres initiales.

Elle pourra se dérouler **par écrit**, via échanges réalisés sur la plateforme PLACE. À l'issue de la négociation, les candidats seront invités à remettre, dans un délai imparti, une **offre finale négociée**.

3 - CONDITIONS RELATIVES AU CONTRAT

3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

Le marché est conclu pour une durée de 7 mois à compter de sa notification.

Le délai d'exécution des prestations est laissé à l'initiative du candidat qui devra les préciser à l'acte d'engagement, sans toutefois dépasser les délais plafonds correspondants, indiqués à l'annexe 3 du PROGRAMME/AE/CCP. Ces délais proposés par le soumissionnaire sont contractuels, leur non-respect entraîne la mise en œuvre de pénalités.

3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes sur CHORUS PRO.

4 - CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC) et son annexe (modèle de mémoire technique)
- Le Programme / Acte d'engagement (AE) / Cahier des Clauses Particulières (CCP) et ses annexes

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

5 - PRESENTATION DES CANDIDATURES

Le dossier à remettre par les concurrents comprendra les pièces suivantes :

1. Une lettre de candidature ou formulaire DC1 ;
2. Une déclaration du candidat ou formulaire DC2 ;
3. Une déclaration sur l'honneur, dûment datée et signée par le candidat, pour justifier :

- a) Qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales à la date du 31 décembre 2020,
 - b) Qu'il n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.324-9, L.324-10, L.341-6, L.125-1 et L.125-3 du code du travail
 - c) Qu'il n'entre pas dans d'exclusion mentionnés aux articles L.2141-1 à 5 ou 7 à 10 du Code de la Commande Publique.
4. Copie du ou des jugements si l'entreprise est en redressement judiciaire (si le redressement n'est pas un cas d'exclusion)
5. Attestations d'assurance professionnelle
6. Une habilitation du représentant légal de l'entreprise autorisant la signature du marché par une personne tierce, au cas où il ne signerait pas lui-même
7. Un dossier de références pour des réalisations sur des projets similaires au cours des trois dernières années (indiquant notamment le montant, la date et le destinataire public ou privé). L'ensemble de ces pièces devra être rédigé en langue française, à l'exception des documents émanant des administrations étrangères qui devront être traduits. (Voir Annexe n°1 : références significatives)
8. Une certification ou qualification concernant l'assistance à maîtrise d'ouvrage ou ingénierie technique

Les candidats peuvent utiliser les formulaires [DC1 \(lettre de candidature\)](#) et [DC2 \(déclaration du candidat\)](#) pour présenter leur candidature. Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr.

NOTA : l'attention des concurrents est attirée sur le fait que : Dans le cas où des pièces manqueraient, le maître d'ouvrage pourra décider de demander un complément dans un délai raisonnable au candidat ou de déclarer irrecevable la candidature selon la nature des pièces manquantes ;

6 - PRÉSENTATION DES OFFRES

L'ensemble du dossier est rédigé en langue française. Tous les documents en langue étrangère devront faire l'objet d'une traduction.

Les soumissionnaires renseignent et remettent :

- L'acte d'engagement ;
- Le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire ;
- Le mémoire technique de présentation des dispositions que le soumissionnaire met en œuvre pour l'exécution du contrat ;
- Le planning d'exécution des prestations que le soumissionnaire propose ;
- Les exemples de livrables de prestations similaires.
- RIB original

LES CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTES DU TITULAIRE SONT RÉPUTÉES NULLES ET NON AVENUES.

Nota : Les candidats sont informés que l'unité monétaire est l'euro. Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française.

Tout document nécessitant une signature, doit être signé sous format électronique, non verrouillé. Le candidat devra s'assurer que la date de validité de sa signature couvre la période de validité de l'offre soit 3 mois

7 - CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS

Offre à remettre par dépôt sur le site PLACE – Plate-forme des achats de l'État

Date limite de réception des offres – 10 mars 2026 à 12h30

Le délai de validité des offres est fixé à **3 mois** à compter de la date limite de réception des offres.

Pour tout renseignement d'ordre technique ou administratif, posez vos questions sur l'espace dédié de la plateforme **PLACE**.

8 - EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

8.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 3 jours (Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.)

8.2 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues à l'article R.2152-7 du Code de la commande publique, selon les critères de sélection définis au règlement de la consultation, et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inappropriée sera éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante, en complément, voir **l'annexe 2 du RC : Cadre du mémoire technique**

Critères	Pondération
1-Valeur technique	60 %
<i>Moyens humains et compétence de l'équipe dédiée : qualifications, répartition des rôles</i>	10 %
<i>Méthodologie et organisation de la mission : compréhension des enjeux, pertinence de la démarche d'audit, structuration du plan directeur GER à 20 ans, phasage de la mission.</i>	30%
<i>Qualité et pertinence des exemples de livrables : outils d'audit et d'analyse, formats des livrables, facilité d'appropriation par le maître d'ouvrage</i>	15%
<i>Optimisation des délais proposés (contractuels)</i>	5%
2-Prix des prestations	40 %

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

8.3 - Suite à donner à la consultation

L'offre la mieux classée sera retenue à titre provisoire, dans l'attente de la production par le ou les candidats des certificats et attestations mentionnés à l'article R.2144-4 du Code de la commande publique.

Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour fournir ces documents ne pourra excéder trois (3) jours à compter de la demande.

ARTICLE 12. PROCEDURE DE RECOURS

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Nancy - 5 place de la Carrière - CO N° 20038 - 54036 NANCY

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat). Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est : Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics sis, 1 Rue du Préfet Erignac - 54038 NANCY.

ARTICLE 13. CLAUSES COMPLEMENTAIRES

L'attention des candidats est appelée sur le fait que l'Université se réserve la possibilité de ne pas donner suite à l'appel public à la concurrence pour des motifs d'intérêt général, y compris, le cas échéant, d'ordre financier.

ARTICLE 14. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

Toute question relative à la présente consultation devra être formalisée sur la plateforme d'achat PLACE : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

ANNEXE 1 Présentation de 3 Références significatives

Ref :	N° marché :	Date de début :	Date de fin :
Désignation du client ou pouvoir adjudicateur	Siret :	Nom et coordonnées chef de projet	
..... .....	..... .....	Mail :	Tel :
Montant du marché PI	Objet :		
..... € HT	..... .....	
Préciser la forme des accords-cadres conclus à l'issue de la mission	..... .....	
Estimation marchés annuelle	Précisez les corps d'état couvert par les accords-cadres		
..... € HT	..... ..... .....	

Ref :	N° marché :	Date de début :	Date de fin :
Désignation du client ou pouvoir adjudicateur	Siret :	Nom et coordonnées chef de projet	
..... .....	..... .....	Mail :	Tel :
Montant du marché PI	Objet :		
..... € HT	..... .....	
Préciser la forme des accords-cadres conclus à l'issue de la mission	..... .....	
Estimation marchés annuelle	Précisez les corps d'état couvert par les accords-cadres		
..... € HT	..... ..... .....	

Ref :	N° marché :	Date de début :	Date de fin :
Désignation du client ou pouvoir adjudicateur	Siret :	Nom et coordonnées chef de projet	
..... .....	..... .....	Mail :	Tel :
Montant du marché PI	Objet :		
..... € HT	..... .....	
Préciser la forme des accords-cadres conclus à l'issue de la mission	..... .....	
Estimation marchés annuelle	Précisez les corps d'état couvert par les accords-cadres		
..... € HT	..... ..... .....	

